

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL SYNDICAL
DE LA COMMISSION SYNDICALE
DE LA VALLEE DE SAINT-SAVIN

N° 2018-62

Séance du MARDI 4 DECEMBRE 2018



Date de la convocation		
26/11/2018		
Date de l'affichage		
26/11/2018		
Nombre de conseillers		
En exercice	Présents	Représentés
11	7	0

L'an deux mille dix-huit, le quatre décembre à dix-huit heure quinze, le Conseil Syndical, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. André CAZERES, Président.

Présents :

M. André CAZERES, Président - Joseph FROMIGUE, Vice-Président
Mmes Marianne SARTHOU - Brigitte CAPOU - Catherine LISSARRAGUE - Françoise TREY
M. Pierre CAPOU

Absents excusés :

M. Alain LARROUDE

Secrétaire de séance : Mme Brigitte CAPOU est désignée secrétaire de séance

Objet de la délibération :

REAMENAGEMENT DE SEPT PRETS ET PRET A TAUX FIXE REAMENAGEANT LA DETTE AU CREDIT AGRICOLE (BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET ANNEXE DES THERMES DE CAUTERETS)

- Vu la Loi n°2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques,
- Vu la Loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances,
- Vu la Loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité notamment les articles L. 2121-22, al. 3° ; art.44 pour la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget dans les limites fixées par le comité syndical y compris la réalisation des opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change dans les limites fixées par le comité syndical,
- Vu la Loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003, art. 116-1 (6°) pour la réalisation des actes nécessaires relatifs aux décisions mentionnées au III du L. 1618-2 (dérogation au dépôt des fonds libres au Trésor) et sous réserve du L. 2221-5-1,
- Vu la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
- Vu l'Ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés et notamment les articles L. 3211-2 art. 18 pour la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget dans les limites fixées par le comité syndical y compris la réalisation des opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change dans les limites fixées par le comité syndical, obligations faites d'informer le comité des décisions du Président ; pour la réalisation des actes nécessaires relatifs aux décisions mentionnées au III du L. 1618-2 (dérogation au dépôt des fonds libres au Trésor) et au a du L. 2221-5-1 dans les limites fixées par le comité syndical, obligations faites d'informer le comité syndical des décisions du Président,
- Vu la Circulaire NOR INT/B/89/00071/C du 22 février 1989 relative aux concours financiers à court terme offerts aux collectivités locales et à leurs établissements publics,
- Vu la Circulaire NOR INT/B/92/00212/C du 6 août 1992 relative au remboursement anticipé des emprunts des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- Vu la Circulaire NOR INT/B/92/00260/C du 15 septembre 1992 relative aux contrats de couverture du risque de taux d'intérêt offerts aux collectivités locales et aux établissements publics locaux,
- Vu les Circulaires NOR INT/B/99/00195/C et NOR INT/B/0000108/C des 6 septembre 1999 et 15 mai 2000 relatives à la passation des marchés publics de services bancaires et d'investissement,
- Vu la Circulaire NOR LBL/B/03/10032/C du 4 avril 2003 relative aux régimes des délégations de compétences en matière d'emprunt, de trésorerie et d'instruments financiers,

- Vu la Circulaire NOR ECO/R/04/60116/C du 22 septembre 2004 relative aux conditions de dérogation de dépôt des fonds des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L. 4132-21, L. 4133-1, L. 4221-5, L. 4231-7-1, L. 4231-8, L. 4231-8-2 et L. 1413-1,
- Vu la délibération autorisant le recours à l'emprunt pour le budget de l'année 2018
- Vu la proposition commerciale du Crédit Agricole en date 06/11/2018.

OBJET :

Article 1 : Réaménagement de 7 prêts au Crédit Agricole

Article 2 : Caractéristiques du prêt à taux fixe réaménageant la dette au Crédit Agricole

Article 1 : RENEGOCIATION DE LA DETTE AU CREDIT AGRICOLE :

Etat de la dette au Crédit Agricole au 14/12/2018, date du réaménagement :

Références du prêt	CRD au 14/12/2018	Prochaine échéance	Périodicité	Taux Client	Type Taux	Montant ICNE	IRA forfaitaire	Rapport IRA/CRD	Dernière échéance
CO5660	1 443 615.73	15/01/2019	Trimestriel	Taux fixe 4.84%	Fixe	11 645.17	395 965.58	27%	15/04/2030
CO5966	996 240.91	15/01/2019	Trimestriel	Euribor + 1.00%	Variable	-	-	0%	15/04/2030
51035858958	806 720.08	28/02/2019	Annuel	Taux fixe 4.25%	Fixe	27 238.01	125 713.88	16%	28/02/2027
51055300853	214 992.14	15/01/2019	Annuel	Taux fixe 4.80%	Fixe	9430.99	57 273.91	27%	15/01/2033
51091003526	207 831.62	05/11/2019	Annuel	Taux fixe 5.51%	Fixe	1240.58	15 173.27	7%	05/11/2027
00000249917	269 059.50	10/02/2019	Trimestriel	Taux fixe 3.59%	Fixe	912.26	15 535.27	6%	10/08/2029
00000837690	387 887.78	10/03/2019	Trimestriel	Taux fixe 2.20%	Fixe	94.82	1435.18	0%	10/12/2042

6 prêts sur ces 7 prêts sont indexés à taux fixe.

Le montant des indemnités forfaitaires au 14/12/2018, date d'effet du réaménagement, est arrêté à 611 097.09 € (détails repris dans le tableau ci-dessus).

Constatant les contraintes pesant sur son budget, le conseil syndical, à 6 (six) voix pour et 1 (une) abstention, **décide** :

- De rembourser par anticipation le capital restant dû des 7 prêts détenus du Crédit Agricole pour un montant de 4 326 347.76 € et le refinancer dans le cadre d'un prêt unique,
- De s'acquitter du montant des indemnités financières et forfaitaires (appelées IRA : Indemnité de Remboursement Anticipé) pour un montant cumulé de 611 097.09 €. Ces IRA sont refinancées à hauteur de 611 097.09 € dans le capital restant dû repris dans le prêt unique de 4 937 444.85 € maximum regroupant les opérations décrites dans le présent document.

Article 2 : CONDITIONS FINANCIERES A TAUX FIXE DU PRET DE 4 937 444.85 € (maximum) :

Pour financer les opérations financières décrites supra, le conseil syndical, à 6 (six) voix pour et 1 (une) abstention, **décide** :

- De souscrire auprès du Crédit Agricole un contrat de prêt à taux fixe d'un montant de 4 937 444.85 € maximum dont les caractéristiques sont les suivantes :
 - o Prêteur : Caisse régionale de Crédit Agricole Aquitaine
 - o Domiciliataire : Crédit Agricole CIB
 - o Montant maximum : 4 937 444.85 € dont :
 - o 4 326 347.76 € au titre du capital restant dû des 7 prêts refinancés en date du 14/12/2018 dont le détail est repris ci-après,
 - o 611 097.09 € au titre des IRA refinancées pour s'acquitter des indemnités des 7 prêts au 14/12/2018
 - o Date de Remboursement Final : 14/12/2036. Pour information avant réaménagement cette date était : 10/12/2042
 - o Commission de mise en place : 0.10% soit 4937.44 € euros
- Sur la base du montant maximum du contrat (4 937 444,85€), 76,32% (3 768 256,18€) seront affectés au budget annexe des thermes de Cauterets, et 23,68% (1 169 188,67€) seront affectés au budget principal de la Commission Syndicale de la Vallée de Saint-Savin.

Principes de fonctionnement du Crédit :

- Phase d'amortissement :
 - o Consolidation automatique des 4 937 444.85 € maximum au 14/12/2018
 - o Durée du 14/12/2018 au 15/12/2036
 - o Taux d'intérêts : Taux Fixe en base act/360 de 1.92% maximum
 - o Durée : 18 ans
 - o Première échéance : le 14/12/2018
 - o Dernière échéance : le 15/12/2036
 - o Périodicité d'amortissement : Trimestrielle linéaire
 - o En cas de remboursement anticipé définitif, la collectivité serait redevable d'une indemnité déterminée forfaitairement comme la somme versée pour mettre en place une opération d'échange de taux d'intérêts,
 - Dans laquelle la collectivité verserait l'EURIBOR 3 mois et recevrait le taux de 1.92% (proposition du Crédit Agricole CIB) pour la période allant de la date de remboursement anticipé définitif à l'échéance finale du tirage, soit le 15/12/2036
 - Pour un montant identique au montant remboursé définitivement et un amortissement identique à celui remboursé.

Détails des prêts refinancés :

Références du prêt	CRD au 21/12/2018	Prochaine échéance	Périodicité	Taux Client	Type Taux	Montant ICNE	IRA forfaitaire	Rapport IRA/CRD	Dernière échéance
CO5660	1 443 615.73	15/01/2019	Trimestriel	Taux fixe 4,84%	Fixe	11 645.17	395 965.58	27%	15/04/2030
CO5966	996 240.91	15/01/2019	Trimestriel	Euribor + 1,00%	Variable	-	-	0%	15/04/2030
51035858958	806 720.08	28/02/2019	Annuel	Taux fixe 4,25%	Fixe	27 238.01	125 713.88	16%	28/02/2027
51055300853	214 992.14	15/01/2019	Annuel	Taux fixe 4,80%	Fixe	9430.99	57 273.91	27%	15/01/2033
51091003526	207 831.62	05/11/2019	Annuel	Taux fixe 5,51%	Fixe	1240.58	15 173.27	7%	05/11/2027
00000249917	269 059.50	10/02/2019	Trimestriel	Taux fixe 3,59%	Fixe	912.26	15 535.27	6%	10/08/2029
00000837690	387 887.78	10/03/2019	Trimestriel	Taux fixe 2,20%	Fixe	94.82	1435.18	0%	10/12/2042

Tableau d'amortissement du prêt de refinancement

Date de Départ	Date de Fin	Capital Restant dû	Amortissemen t
14/12/2018	14/03/2019	4 937 444.85	68 575.62
14/03/2019	14/06/2019	4 868 869.22	68 575.62
14/06/2019	16/09/2019	4 800 293.60	68 575.62
16/09/2019	16/12/2019	4 731 717.98	68 575.62
16/12/2019	16/03/2020	4 663 142.35	68 575.62
16/03/2020	15/06/2020	4 594 566.73	68 575.62
15/06/2020	14/09/2020	4 525 991.11	68 575.62
14/09/2020	14/12/2020	4 457 415.49	68 575.62
14/12/2020	15/03/2021	4 388 839.86	68 575.62
15/03/2021	14/06/2021	4 320 264.24	68 575.62
14/06/2021	14/09/2021	4 251 688.62	68 575.62
14/09/2021	14/12/2021	4 183 112.99	68 575.62
14/12/2021	14/03/2022	4 114 537.37	68 575.62
14/03/2022	14/06/2022	4 045 961.75	68 575.62
14/06/2022	14/09/2022	3 977 386.13	68 575.62
14/09/2022	14/12/2022	3 908 810.50	68 575.62
14/12/2022	14/03/2023	3 840 234.88	68 575.62
14/03/2023	14/06/2023	3 771 659.26	68 575.62
14/06/2023	14/09/2023	3 703 083.63	68 575.62
14/09/2023	14/12/2023	3 634 508.01	68 575.62
14/12/2023	14/03/2024	3 565 932.39	68 575.62
14/03/2024	14/06/2024	3 497 356.77	68 575.62
14/06/2024	16/09/2024	3 428 781.14	68 575.62
16/09/2024	16/12/2024	3 360 205.52	68 575.62
16/12/2024	14/03/2025	3 291 629.90	68 575.62
14/03/2025	16/06/2025	3 223 054.27	68 575.62
16/06/2025	15/09/2025	3 154 478.65	68 575.62
15/09/2025	15/12/2025	3 085 903.03	68 575.62
15/12/2025	16/03/2026	3 017 327.41	68 575.62
16/03/2026	15/06/2026	2 948 751.78	68 575.62
15/06/2026	14/09/2026	2 880 176.16	68 575.62
14/09/2026	14/12/2026	2 811 600.54	68 575.62
14/12/2026	15/03/2027	2 743 024.91	68 575.62
15/03/2027	14/06/2027	2 674 449.29	68 575.62
14/06/2027	14/09/2027	2 605 873.67	68 575.62
14/09/2027	14/12/2027	2 537 298.05	68 575.62
14/12/2027	14/03/2028	2 468 722.42	68 575.62
14/03/2028	14/06/2028	2 400 146.80	68 575.62
14/06/2028	14/09/2028	2 331 571.18	68 575.62
14/09/2028	14/12/2028	2 262 995.55	68 575.62
14/12/2028	14/03/2029	2 194 419.93	68 575.62
14/03/2029	14/06/2029	2 125 844.31	68 575.62
14/06/2029	14/09/2029	2 057 268.69	68 575.62
14/09/2029	14/12/2029	1 988 693.06	68 575.62

Date de Départ	Date de Fin	Capital Restant dû	Amortissemen t
14/12/2029	14/03/2030	1 920 117.44	68 575.62
14/03/2030	14/06/2030	1 851 541.82	68 575.62
14/06/2030	16/09/2030	1 782 966.19	68 575.62
16/09/2030	16/12/2030	1 714 390.57	68 575.62
16/12/2030	14/03/2031	1 645 814.95	68 575.62
14/03/2031	16/06/2031	1 577 239.33	68 575.62
16/06/2031	15/09/2031	1 508 663.70	68 575.62
15/09/2031	15/12/2031	1 440 088.08	68 575.62
15/12/2031	15/03/2032	1 371 512.46	68 575.62
15/03/2032	14/06/2032	1 302 936.83	68 575.62
14/06/2032	14/09/2032	1 234 361.21	68 575.62
14/09/2032	14/12/2032	1 165 785.59	68 575.62
14/12/2032	14/03/2033	1 097 209.97	68 575.62
14/03/2033	14/06/2033	1 028 634.34	68 575.62
14/06/2033	14/09/2033	960 058.72	68 575.62
14/09/2033	14/12/2033	891 483.10	68 575.62
14/12/2033	14/03/2034	822 907.47	68 575.62
14/03/2034	14/06/2034	754 331.85	68 575.62
14/06/2034	14/09/2034	685 756.23	68 575.62
14/09/2034	14/12/2034	617 180.61	68 575.62
14/12/2034	14/03/2035	548 604.98	68 575.62
14/03/2035	14/06/2035	480 029.36	68 575.62
14/06/2035	14/09/2035	411 453.74	68 575.62
14/09/2035	14/12/2035	342 878.11	68 575.62
14/12/2035	14/03/2036	274 302.49	68 575.62
14/03/2036	16/06/2036	205 726.87	68 575.62
16/06/2036	15/09/2036	137 151.25	68 575.62
15/09/2036	15/12/2036	68 575.62	68 575.62

*Ce tableau est communiqué sans engagement du
Crédit Agricole CIB. Les intérêts sont indicatifs sur
la base d'un taux fixe de : 1.92% (proposition du
Crédit Agricole CIB)*

Le Taux Fixe définitif sera déterminé selon les conditions de marché prévalant au moment de l'envoi de la lettre d'instruction **et ne pourra en aucun cas être supérieur à 1.92% base act/360.**

Compte tenu de la nature de l'opération et de l'incertitude quant aux conditions définitives, lesquelles seront arrêtées par lettre d'instruction postérieurement à la présente délibération, le conseil syndical reconnaît que le TEG ne peut être calculé en l'état. Il sera définitivement connu le jour de la conclusion de ces opérations et communiqué par la Banque dans la lettre d'instruction.

Les conditions financières définitives et l'engagement de la collectivité à signer l'emprunt de 4 937 444.85 € maximum avec le Prêteur, seront arrêtées par écrit dans les lettres d'instruction avant la signature dudit emprunt, auquel cas la révocation de l'engagement susvisé conduira au versement d'une indemnité au profit du domiciliataire Crédit Agricole CIB.

La bonne conclusion de cette opération implique des modifications budgétaires devant être valablement délibérées. Ces délibérations devront être visées par le contrôle de la Légality et remises à la banque pour la bonne tenue de ses dossiers après décision modificative.

La capitalisation des indemnités de remboursement anticipées des financements en particulier suppose des inscriptions comptables et budgétaires spécifiques.

Le conseil syndical, à 6 (six) voix pour et 1 (une) abstention, **décide** :

- D'autoriser le Président à signer la lettre d'instruction, la convention de crédit susvisée et tout autre document nécessaire à la conclusion et à l'exécution de ladite convention.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits. Au registre sont les signatures.

Le Président
André CAZERES



